|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **REPUBLIQUE DU CAMEROUN****Paix- Travail- Patrie****----------****MINISTERE DE LA DECENTRALISATION****ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL****----------****SECRETARIAT GENERAL****------------****PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES****------------** |   | **REPUBLIC OF CAMEROON***Peace-Work-Fatherland***----------****MINISTRY OF DECENTRALIZATION****AND LOCAL DEVELOPMENT****----------****SECRETARIAT GENERAL****------------****LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT COMMUNITIES PROJECT****--------------** |

**TERMES DE REFERENCES**

|  |
| --- |
| **Composante 1.** Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base |
| **Sous composante 1.1** Renforcement des capacités locales dans la délivrance des services |
| **Activités :** .1.b.02.01 : Réalisation d'une analyse diagnostic au niveau communautaire de la situation de vulnérabilité par région d'intervention du Projet |
| 1 |

**TERMES DE REFERENCES**

 **POUR LE RECRUTEMENT D’UN CABINET EN VUE DE L’EVALUATION DE LA VULNERABILITE DANS LES COMMUNES DE LA REGION DE L’ADAMAOUA**

**Juin 2025**

1. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Pays réputé stable en Afrique centrale, le Cameroun fait face à de multiples défis sécuritaires et humanitaires dans certaines de ses Régions depuis quelques années. A l’Extrême – Nord, les attaques perpétrées par la secte terroriste Boko Haram ont causé de nombreux déplacements des populations et donné lieu à la destruction des infrastructures de base dans de nombreuses localités. La Région a accueilli par ailleurs de nombreux réfugiés nigérians. L’insécurité générée par la secte Boko Haram s’étend aux Régions du Nord et de l’Adamaoua. La Région de l’Est quant à elle subit les effets des crises sociopolitiques successives dont la République Centrafricaine (RCA) est le théâtre depuis 2003. Avec la résurgence de la crise dans ce pays, l’on assiste depuis janvier 2021, de nouvelles arrivées des réfugiés centrafricains dans la Région qui en accueille déjà plus de 60 %. Dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest la crise sociopolitique qui a débuté en 2016, a donné lieu à de nombreux morts aussi bien parmi les forces de défense et de sécurité que des populations civiles. Cette crise a donné lieu à de nombreux déplacements internes (environ 700 000 dont 52% sont des femmes et des enfants), amenant dans les Régions d’accueil des femmes et des jeunes filles à se prostituer pour leur survie et celle de leur famille en raison des difficultés d’insertion. Les Régions abritant une grande partie de ces déplacés sont celles de l’Ouest, du Centre et du Littoral.

Selon les chiffres de l’Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au mois d'octobre 2023, le pays accueille 475 729 réfugiés enregistrés, dont 355,732 Centrafricains et 114,675 Nigérians. A Côté de ces zones de crise, on a des poches de vulnérabilité, notamment dans les zones frontalières. Au plan social, selon la quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM-4) menée en 2014, le taux de pauvreté a reculé de 2,4 en se situant à 37,5%, contre 39,9% en 2007[[1]](#footnote-1). Cependant, même si le taux de pauvreté enregistre une diminution significative en milieu urbain, passant de 12,2% en 2007 à 8,9% en 2014, il connaît plutôt une aggravation en milieu rural, avec une évolution de 55,7% en 2007 à 56,8% en 2014[[2]](#footnote-2). Les femmes sont les plus touchées par la pauvreté. Elles constituent 51,5 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté sur une moyenne nationale de 39%[[3]](#footnote-3). Par ailleurs, malgré les différentes initiatives du Gouvernement, on n’aura pas enregistré une amélioration de la situation du sous-emploi. Le taux de sous-emploi s’est plutôt aggravé, passant de 65,8% en 2005 à 77% en 2014. Les données statistiques indiquent par ailleurs que la part des emplois créés par le secteur formel est en baisse, elle est passée de 4,8%en 2005 à 3,8 % en 2010[[4]](#footnote-4). En 2014, le secteur informel représentait encore 82,9% de l’emploi. Cette contreperformance du marché du travail est due selon les analyses à la faible capacité du secteur productif à créer des emplois décents, à l’inadéquation de la qualité de la main d’œuvre par rapport aux ressources humaines demandées par l’économie et le non-respect de la réglementation relative aux normes du travail par les entreprises[[5]](#footnote-5).

Sur un autre plan, il importe de souligner les conséquences désastreuses de la pandémie à corona virus. Détectée officiellement au Cameroun le 06 mars 2020, la pandémie de la COVID-19 a entraîné une dégradation importante de la situation économique, rendant encore plus vulnérables les couches sociales défavorisées. Il y a lieu en outre de rappeler les méfaits des changements climatiques comme la sécheresse et les inondations sur des Régions déjà impactées par les crises sécuritaires et la pauvreté chronique. Ces différentes fragilités ont démontré la nécessité de capitaliser les solutions endogènes et de renforcer la capacité de résilience des communautés, en luttant entre autres, contre l’exclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale. Dans un contexte d’approfondissement et d’accélération du processus de décentralisation, le rôle des collectivités territoriales décentralisées est fondamental, elles qui sont appelées à devenir, plus que par le passé, des instruments de lutte contre la pauvreté à la base, des espaces d’opportunités économiques et des creusets de la démocratie locale, le but ultime étant l’amélioration des conditions de vie des populations.

Pour soutenir les efforts du Cameroun en matière de réduction des risques de conflit et de renforcement de la résilience du pays à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV), la Banque Mondiale l’a déclaré éligible à l’Allocation pour la Prévention et la Résilience (PRA) en 2022. Sur la base de cette déclaration, le Gouvernement du Cameroun a sollicité ce guichet de financement IDA pour la réalisation du Projet de Gouvernance Locale et Résilience Communautaire (PROLOG) dans les Régions affectées par les défis de Fragilité, Conflit, et Violence notamment l’Adamaoua, Est, Extrême-Nord, Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest, dans la perspective de : (1) renforcer le contrat social par une meilleure gouvernance politique et des mécanismes de responsabilité renforcés ; (2) mettre en place des cadres pour des Régions autonomes et efficaces ; (3) construire une société plus inclusiveen améliorant la prestation de services et l'accès aux opportunités ; et (4) tirer parti des diversités pour renforcer l'unité nationale.

Ainsi, l'objectif général du projet est d'accroître l'accès des communautés à des infrastructures résistantes au climat, et de renforcer les capacités locales pour gérer les ressources et fournir des services. Placé sous la tutelle du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), il est subdivisé en quatre composantes :

* Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base ;
* Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services ;
* Composante 3 : gestion, suivi et évaluation du Projet ;
* Composante 4 : Contingence d’intervention d’urgence.

Pour garantir l'efficacité et la pertinence de ces interventions, une évaluation de la vulnérabilité multidimensionnelle de la Région de l’Adamaoua est essentielle. Cette étude, spécifiée dans la Composante 1 décrite dans le document projet, permettra de cibler précisément les municipalités les plus vulnérables en triangulant les données socio-économiques, les facteurs de FCV, les risques climatiques et l'accessibilité des communautés. Fondamentale pour une allocation stratégique des ressources, elle servira également à déterminer un indice de vulnérabilité multidimensionnel qui orientera la répartition équitable de certaines subventions, assurant ainsi un impact maximal là où les besoins sont les plus critiques.

Les présents termes de référence fixent le cadre de recrutement d’un cabinet pour effectuer l’évaluation de la vulnérabilité des CTD de la **Région de l’Adamaoua**.

1. **OBJECTIFS DE LA CONSULTATION**

Le projet recrute un cabinet, qui travaillera sous la supervision du MINDDEVEL et du PROLOG avec pour objectif de conduire une évaluation du niveau de vulnérabilité de chacune des Communes de la Région de l’Adamaoua afin de disposer des critères objectifs dans la perspective de l’allocation des ressources résiduelles de la composante 1 aux Communes et Conseils Régionaux faisant face à plus de vulnérabilité. Dans le cadre de cette étude, la vulnérabilité s’évaluera entre autres suivant les critères de résurgence des inondations, des déplacés internes et des réfugiés.

En d’autres termes, il s’agira de dresser une analyse diagnostic solide sur les vulnérabilités de chacune des Communes d’une part et de l’ensemble de la Région en s’appuyant non seulement sur les données de sources primaires collectées auprès de toutes les Communes de la Région, mais également en capitalisant sur les données secondaires existantes.

De manière spécifique, il sera question de :

* Collecter les données sur le niveau de vulnérabilité des Communes, ainsi que leur capacité à mettre en œuvre des projets d'investissement sur la base de critères de performance institutionnelle ;
* Produire une critériologie pour analyser le niveau de vulnérabilité des Communes en conformité avec les exigences du document du projet ;
* Développer un indice de vulnérabilité robuste et quantifiable, intégrant les différents facteurs tels qu’entre autres la résurgence des inondations et ou autre choc climatique, la présence des réfugiés, et la présence des déplacés internes ;
* Définir un indicateur agrégé pour la Région et calculer sa valeur ;
* Classer les Communes suivant le niveau de l’indice de vulnérabilité défini ;
* Consolider les données pour poser un diagnostic de la situation de chaque Commune de la Région de l’Adamaoua ;
* Fournir des informations contextuelles pertinentes permettant de mieux planifier les interventions du projet dans les Communes les plus socio économiquement vulnérables et affectées par les fragilités, conflits, violences et changements climatiques ;
* Inclure dans la grille de lecture de l’évaluation la dimension genre i.e. le niveau de représentation des femmes dans les affaires publiques de la Commune, en qualité, que ce soit d’élues locales (maire, conseillère municipale) ou d’administrées (citoyennes de la Commune), ainsi qu’une analyse des capacités organisationnelles des comités villageois ou de quartiers ou les Comités de Quartier et de Villages (CVCQ) et leurs faiblesses ;
* Décrire les cartes des différentes Communes par village/quartier en insistant sur les caractéristiques socio démographiques et la vulnérabilité de chaque village/quartier ;
* Croiser l’évaluation des vulnérabilités spatiales avec les données sur les risques climatiques, les FCV et la sécurité environnementale, et l’accessibilité des communautés.
1. **RESULTATS ATTENDUS**
* les données sur le niveau de vulnérabilité des Communes disponibles ;
* la capacité à mettre en œuvre des projets d'investissement par les Communes évaluée ;
* un indice de vulnérabilité robuste et quantifiable disponible au niveau de la Commune et au niveau de la Région ;
* les valeurs des indicateurs sont calculées pour chaque Commune et pour la Région ;
* le classement des Communes suivant le niveau de l’indice est disponible ;
* une base de données de chaque Commune sur les aspects socioéconomiques (fragilités, conflits, violences et changements climatiques) est disponible ;
* la cartographie thématique de chaque village/quartier disponible ;
* une évaluation des vulnérabilités spatiales avec les données sur les risques climatiques, les FCV et la sécurité environnementale, et l’accessibilité des communautés .
1. **Livrables**

À l'issue de cette consultation, les livrables attendus sont les suivants :

* Un "rapport 1 : démarrage", indiquant le profil du cabinet, la compréhension des termes de référence, une proposition de(s) méthodologie(s) de collecte et de ciblage qui sera mise en œuvre, le calendrier de la mission ;
* Un "rapport 2 : diagnostic", présentant (i) les données collectées assorties des analyses de vulnérabilité incluant des cartes de vulnérabilité, des analyses qualitatives et quantitatives des facteurs de vulnérabilité et leurs comparaisons avec les données liées aux risques climatiques, aux FCV, à la sécurité environnementale, aux capacités institutionnelles des Communes, et accessibilité des communautés, et (ii) une mise à jour de (s) méthodologie(s) de ciblage à l’appréciation/validation du commanditaire ;
* Un indice de vulnérabilité validé et opérationnalisable, accompagné d'une méthodologie claire pour son calcul et son interprétation ;
* Un "rapport final", présentant le résultat de l’étude ainsi que les analyses associées en adéquation avec les objectifs de la mission.
1. **DEMARCHE METHODOLOGIQUE**

Le cabinet pourra formuler tous les commentaires et suggestions qu’il jugera nécessaires sur les présents termes de référence. Il soumettra un plan de travail et le canevas de son rapport à l’approbation du commanditaire de l'étude qui pourra le cas échéant, faire des ajustements nécessaires à la bonne marche de ses travaux et à la satisfaction des parties.

Une discrétion absolue et le respect des principes de confidentialité indispensables à la réussite de ce type de mission devront être respectés.

Pour la mission, le cabinet s'appuiera sur une collecte d'informations et/ou données de sources primaires et secondaires qui sera réalisée auprès de toutes les parties prenantes, et capitalisera les travaux qui ont déjà été réalisés en lien avec la thématique.

Pour l'accomplissement de sa mission, et notamment pour faciliter la collecte des données, le cabinet bénéficiera d'un accompagnement et du suivi du maître d'ouvrage de l’étude, notamment du PROLOG ainsi que ses services déconcentrés.

1. **DELAI, CALENDRIER ET LIVRABLES ATTENDUS**

Le délai d’exécution de la consultation est de 60 jours ouvrable à partir de la date de notification de démarrage de l’étude.

Le cabinet devra présenter les documents suivants :

1. *Un* "rapport 1 : démarrage" *en quatre (04) exemplaires en version papier et une version électronique sur cd-rom,* 3 jours après le début de la mission de consultation, expliquant l’approche, la méthodologie et le calendrier des activités.
2. *Un* "rapport 2 : diagnostic" *en quatre (04) exemplaire en version papier et une version électronique sur cd-rom, 06* semaines après le début de la mission)
3. *Un* "rapport 3 : final" *en quatre (10) exemplaire en version papier et une version électronique sur cd-rom,* 10 semaines après le début de la mission).
4. **PROFIL DU CABINET**
5. **Profil des consultants**

**Experts clés**

1. **Expert en sciences économiques et sociales, Chef de mission**
* Un diplôme supérieur au minimum BAC+5 dans le domaine des sciences économiques et sociales, de la statistique ou domaines équivalents. Disposer d’un PhD en économie ou discipline similaire sera un atout ;
* Une expérience pluridisciplinaire d’au moins douze (12) ans dans la conduite des études économiques, sociale et statistiques ;
* Avoir au moins cinq (05) ans d’expérience dans l’élaboration des documents de diagnostic et d’analyse de la vulnérabilité ;
* Avoir au moins cinq (05) ans d’expérience dans la gestion des équipes pluridisciplinaires dédiées à la conduite des études socioéconomiques et assimilées ;
* Avoir une connaissance pratique des logiciels d’analyse est un atout ;
* Avoir une expérience avérée en milieux à défis sécuritaires est un atout ;
* Avoir une expérience avérée dans la conduite des opérations financées par les partenaires extérieures ;
* Avoir une connaissance approfondie du contexte des CTD au Cameroun et des dynamiques de fragilité est essentielle.
1. **Expert Statisticien,**
* Un diplôme supérieur au minimum BAC+5 au minimum en économie, en statistique ou domaine équivalent ;
* Une expérience pluridisciplinaire d’au moins dix (10) ans dans la conduite des études économiques, statistiques, de rapports dans les domaines du développement (pauvreté, développement, décentralisation, financement de l’économie, …) ;
* Expérience professionnelle d’au moins 05 années dans l’élaboration des documents de diagnostic et d’analyse de la vulnérabilité ;
* Avoir une connaissance pratique des logiciels d’analyse statistique ;
* Avoir une expérience dans la conduite des études au Cameroun.
1. **Expert socio-environnementaliste**
* Un diplôme supérieur au minimum BAC+5 au minimum dans le domaine des sciences sociales ou des sciences environnementales ou domaine équivalent ;
* Une expérience pluridisciplinaire d’au moins dix (10) ans dans la conduite des études socio-économiques, des impacts sociaux et environnementaux et des questions de résilience aux changements climatique ;
* Avoir conduit au moins trois études relatives à la prise en compte du Genre (analyse Genre et évaluation des risques VBG, audit Genre …) ;
* Avoir une bonne connaissance de la règlementation en vigueur au Cameroun en matière d’intervention sociale ;
* Justifier de 05 ans d’expérience dans les études mobilisant une équipe multidisciplinaire ;
* Avoir une expérience dans la conduite des études au Cameroun ;
1. **Expert en Décentralisation et Développement Local,**
* Un Diplôme supérieur (Master) en administration publique, sciences politiques, développement local ou domaine similaire
* Minimum 5 ans d'expérience directe dans le domaine de la décentralisation, de la gestion des collectivités territoriales ou du développement local.
* Expérience pratique de travail avec les collectivités locales (mairies, régions) et une bonne compréhension de leurs défis opérationnels et financiers.
* Connaissance des pratiques de planification locale, de budgétisation participative et de gestion des services publics locaux.
* Expérience dans la facilitation de dialogues multi-acteurs et le renforcement des capacités locales.

**Personnel d’appui**

* **Enquêteurs / agents de collecte des données** : administrent les questionnaires et mènent des entretiens sur le terrain. Ils sont choisis pour leur maîtrise des langues locales, leur sensibilité culturelle et de genre, et leur capacité à opérer en milieux à défis opérationnels.
* **Agents de saisie des données** : assurent la saisie et le contrôle qualité rigoureuse des données collectées, essentiel pour la fiabilité des résultats.

***N.B : le consultant peut proposer un personnel d’appui pertinent dans la limite du budget disponible.***

1. **Compétences attendues de la complémentarité des consultants**
* expérience pluridisciplinaire d’au moins cinq (05) années en matière d’élaboration, de suivi, ou l’organisation d’études, de rapports dans les domaines du développement (financement, stratégies de développement, etc…);
* bonne connaissance de l’environnement juridique et politique de la décentralisation au Cameroun ;
* bonne connaissance de la Vision 2035 et de la SND30 ;
* bonne connaissance des ODD ;
* bonne connaissance de l’organisation administrative du pays.
1. **Aptitudes des consultants**
* une excellente capacité d'analyse, de rédaction et d’organisation ;
* une connaissance des méthodes de travail et des procédures de la Banque mondiale
* un excellent esprit d'équipe avec de bonnes capacités de relations interpersonnelles ;
* une capacité à gérer une charge de travail avec un minimum de supervision ;
* une capacité à travailler sous pression et de respecter des délais serrés ;
* une capacité à satisfaire les demandes supplémentaires à court préavis ;
* une capacité à travailler dans un environnement multiculturel ;
* une capacité à travailler efficacement avec le personnel des contreparties à tous les niveaux, ainsi qu’avec tous les groupes impliqués dans le domaine ;
* un fort sens de l’initiative et d’autonomie.
1. **Langues de travail**

 La langue de travail de la mission est le français ou l’anglais. Toutefois les experts devront avoir une bonne maîtrise de l’autre langue.

1. **Critère d'évaluation**

La comparaison des cabinets suivant les expériences des experts dans les missions similaires.

1. Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM-4), 2014 [↑](#footnote-ref-1)
2. Ibid [↑](#footnote-ref-2)
3. Rapport de l’Etat du Cameroun au titre du 25ème anniversaire du programme et de la plateforme d’action de Beijing (2014 -2019), mai 2019, P. 19 [↑](#footnote-ref-3)
4. Ibid [↑](#footnote-ref-4)
5. Document de Stratégie de Développement Nationale – Cameroun 2030 : pour la transformation structurelle et le développement inclusif, document de travail, version du 24 novembre 2019, P.83 [↑](#footnote-ref-5)